

4). — LA MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE, LA RÉPRESSION BUREAUCRATIQUE ET SES LIMITES

En Tchécoslovaquie, l'approche de l'Armée rouge déclencha une montée révolutionnaire générale : occupation des usines, établissement de comités d'entreprises qui gèrent les usines, établissement de conseils (sortes de soviets) qui réunirent en leurs mains toute l'autorité politique, concentration de toutes les armes entre les mains de la milice ouvrière. Le prolétariat tchèque dont la conscience est extrêmement avancée se trouvait à deux pas de la prise du pouvoir ; l'absence d'un parti révolutionnaire suffisamment puissant pour l'y conduire a fait piétiner la révolution tchèque. Mais il a fallu une année, avant que le gouvernement central dont l'autorité était minime au début, ait osé limiter la gestion ouvrière des entreprises. Encore maintenant, il y existe une dualité de pouvoirs de fait.

L'extension et la maturité de la montée révolutionnaire en Tchécoslovaquie ont limité à l'extrême l'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Celle-ci a pour ainsi dire été absente. Les troupes soviétiques ont été très rapidement retirées. Le passage des troupes se faisait sur des tracés extrêmement étroits. Le commandement soviétique s'est montré au moins aussi désireux que le gouvernement tchèque ou que le gouvernement américain pour limiter à l'extrême les contacts entre Russes et Tchèques.

En Yougoslavie et en Albanie, la guerre civile (lutte entre les Tchetsniks et les partisans) faisait rage depuis 1942. Dès le début, cette guerre civile avait donné naissance à des comités ouvriers et paysans comme organes de pouvoir, et à une milice ouvrière et paysanne. Cependant, à mesure que la guerre se prolongeait, l'appareil stalinien réussit à « centraliser » le système des comités, à détruire progressivement les mesures sociales extrêmement radicales (distribution équitable des vivres, travail en commun sur les terres, mise en commun des troupeaux, etc.), à enlever toute initiative spontanée aux organes populaires et à construire un nouvel appareil d'Etat bourgeois. Dans le cas de ces deux pays, la bureaucratie soviétique ne devait pas exercer un quelconque travail contre-révolutionnaire conséquent ; les staliniens indigènes s'en étaient chargés.

En Pologne, l'approche de l'Armée rouge fut marquée par une série très nette de mouvements révolutionnaires de la part de la classe ouvrière, tandis que la paysannerie, extrêmement différenciée, restait dans l'expectative. Les ouvriers commencèrent par saisir les usines, établir des conseils, introduire le contrôle ouvrier et, çà et là, gérer les entreprises eux-mêmes. Le gouvernement de Lublin n'avait d'autre autorité et d'autre appui que celui d'être reconnu comme enfant naturel de la bureaucratie. Sa pression militaire abolissait immédiatement le contrôle ou-

vrier et « rétablissait l'ordre ». « Le principe de l'autorité de l'employeur » fut rétabli. Cependant, en fait, les mesures terroristes anti-ouvrières furent minimes. Dans certaines villes comme Bialystok, le contrôle ouvrier continuait à fonctionner et fonctionne même encore maintenant. L'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie avait un caractère plutôt politique que policier.

En Roumanie et en Bulgarie, l'approche de l'Armée rouge déclenchait une véritable montée révolutionnaire. La journée du 23 août 1944 en Roumanie et celle du 9 septembre 1944 en Bulgarie furent marquées par de gigantesques manifestations ouvrières et suivies par une série ininterrompue de grèves, de démonstrations de masse, etc., jusqu'à l'arrivée de l'Armée rouge à Bucarest et à Sofia. Mais la déception des travailleurs roumains et bulgares fut grande. Le commandement soviétique, non seulement collabora avec les pires éléments réactionnaires, tels que Radescu en Roumanie, mais il aida même activement l'appareil de répression bourgeois « indigène » à rétablir l'ordre. Dans ces pays, au début, pas la moindre entorse à la « stabilité » du régime bourgeois ne fut tolérée. Le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie fut à la fois politique et policier.

Enfin, en Allemagne et en Autriche, l'approche de l'Armée rouge avait déclenché un mouvement révolutionnaire partout où subsistait un prolétariat concentré. En Saxe, dans les régions de Halle et de Magdebourg (bassin de l'Allemagne centrale, le bastion communiste d'avant 1933), à Vienne et même dans certains secteurs de Berlin, la première réaction des travailleurs fut d'occuper les usines, d'établir des comités d'entreprises et d'installer le contrôle ouvrier. Les drapeaux rouges furent arborés sur la plupart des entreprises et sur de multiples blocs ouvriers. Mais les éléments d'élite de l'Armée rouge passèrent seulement à travers ces villes ou furent immédiatement retirés. Ce qui constituait le gros des troupes d'occupation, ce furent les contingents les plus arriérés, choisis avec soin : Kalmouks, Mongols, Tchekesses, venus des confins de l'Asie et du Caucase. On connaît la façon barbare dont ils terrorisèrent la population ouvrière allemande pendant la première semaine de l'occupation. A Vienne, d'après tous les témoins, trois jours de pillage, de meurtre et de viol suffirent pour briser toute action ouvrière possible. L'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie y fut donc directement terroriste. Par contre, son action contre-révolutionnaire politique y fut beaucoup plus limitée. Ainsi, contrairement à la zone d'occupation britannique et américaine, où les comités d'entreprises et le contrôle avaient été immédiatement abolis par le commandement militaire allié, ils fu-

rent maintenus en zone russe, bien qu'avec des fonctions fortement diminuées (ils n'avaient entre autres ni le droit de grève ni le droit de s'occuper des salaires).

5). — PILLAGE ET "ÉPURATION" *K*

Comme nous l'avons déjà dit, les deux objectifs immédiats que la bureaucratie essaya de réaliser par l'occupation du glacis furent : trouver des ressources supplémentaires pour la reconstruction des régions russes détruites et créer une zone de « sécurité » dans laquelle l'impérialisme ne pouvait plus disposer de bases stratégiques. La bureaucratie essaya de réaliser ces deux objectifs à sa manière propre, par des mesures policières brutales, par la violence d'en haut. Elle exploita sa supériorité militaire, et, avant tout, la prostration momentanée des classes possédantes dans le glacis, qui étaient prises entre la montée révolutionnaire d'une part et la pression de la bureaucratie soviétique de l'autre. On peut même dire que, dans la première période de l'occupation soviétique, la bourgeoisie ne s'opposa presque pas aux mesures de la bureaucratie qu'elle considérait comme un prix payé pour le maintien de la propriété bourgeoise par Staline. C'est précisément à mesure que l'intervention soviétique ébranla la poussée des masses, consolida le régime bourgeois chancelant, et éloigna, par ses mesures brutales, les masses des partis « communistes », c'est précisément à mesure que ces processus se déroulaient que la bourgeoisie put se ressaisir et essayer de s'opposer à la bureaucratie.

Cette opposition ne pouvait pourtant avoir de chance de succès que si elle était appuyée par une pression de la part des impérialismes anglais et américain. Or, il y a concordance entre la phase défensive de la bourgeoisie des pays du glacis et celle de l'impérialisme mondial en ce qui concerne l'intervention stalinienne dans ces pays. Aussi longtemps que la guerre n'était pas terminée, l'impérialisme acceptait momentanément l'occupation des pays du glacis par l'U. R. S. S. en s'efforçant seulement d'obtenir une série de garanties « légales ». Staline était non seulement prêt à donner ces garanties, mais il s'empressa également de démontrer en pratique qu'il ne voulait pas bouleverser les rapports de propriété dans ces pays. Une fois la guerre terminée et le danger d'une montée révolutionnaire immédiate en Allemagne passé, l'impérialisme commença à s'intéresser plus activement à ce qui se passait derrière ce « rideau de fer » qu'il avait pourtant lui-même aidé à construire. Il faut insister sur le fait que la phase de la contre-offensive de la bourgeoisie « indigène » coïncidant avec celle de la contre-offensive de l'impérialisme n'est que l'expression du fait que la bureaucratie avait plus ou moins « efficacement » rempli son rôle

contre-révolutionnaire et que l'impérialisme « n'avait plus besoin d'elle ».

C'est ainsi que la bureaucratie stalinienne, après avoir pillé d'abord les pays occupés sans se heurter à une opposition plus ou moins conséquente, était progressivement confrontée avec une pression impérialiste tenace tendant à la chasser définitivement du glacis. Nous étudierons plus loin les formes que prit cette pression. Mais il importe de comprendre que, face à cette pression concertée de l'impérialisme et de la bourgeoisie indigène, la bureaucratie était forcée de s'appuyer davantage sur les masses. Cela impliquait à son tour un changement dans la forme du pillage économique, changement résultant également du fait que la perspective longue avait évincé la perspective courte (c'est seulement en Mandchourie que la perspective d'une courte occupation militaire qu'avait eue Staline au début s'est vérifiée, c'est seulement face à cette perspective courte que la déportation de tout l'appareil de production prend un sens).

Les formes du pillage des pays du glacis par la bureaucratie sont les suivantes :

a) Déportation de l'outillage industriel, des matières premières, de la main-d'œuvre (à quoi il faut ajouter le pillage plus ou moins « individuel » d'objets de consommation). Ces opérations prirent une forme extrêmement développée au début de l'occupation soviétique, face aux besoins immédiats de la « reconstruction » en U.R.S.S. et à l'incertitude de la bureaucratie quant au maintien de sa domination sur le glacis. En Mandchourie, en Corée et dans la zone d'occupation russe en Allemagne, le transport de matériel a pris une dimension formidable : 75 % au moins de tout l'outillage industriel. En Roumanie, en Finlande, en Hongrie et en Bulgarie, ainsi qu'en zone russe d'Autriche, le pillage, tout en étant très important, n'a pourtant pas brisé la structure industrielle des pays. Enfin, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, la déportation de matériel industriel a été moins importante : de 15 à 25 % de l'appareil de production subsistant furent transportés comme « butin de guerre » sous prétexte qu'il s'agissait de « propriété allemande ». Cette première forme de pillage est la plus exécrationnelle et la plus contraire aux intérêts de l'U.R.S.S., non seulement par suite de l'affaiblissement du prolétariat dans les pays occupés et de son hostilité au communisme qui en résulte, mais aussi parce qu'elle aboutit, en fait, à la destruction d'une grande partie du matériel déporté dont une partie seulement arrive à destination et peut y être utilisée.

Inutile de dire que la déportation de main-d'œuvre, tout en étant l'expression de la crise de main-d'œuvre très aiguë qui règne en U.R.S.S., est également un moyen puissant de terrorisation de la population ouvrière et paysanne des pays occupés.

b) Réparations et réquisitions sous forme de réparations. La bureaucratie

stalinienne a imposé à tous les pays « vaincus » des réparations dont le paiement est échelonné sur un certain nombre d'années, mais pèse cependant extrêmement lourd sur le budget déjà complètement détraqué, suite aux dépenses de guerre, aux destructions, à l'inflation (en moyenne, 30 % de budgets annuels). Le paiement de ces réparations, ainsi que l'entretien de larges garnisons soviétiques qui réquisitionnent sur place la nourriture et le logement dont elles ont besoin, a contribué à précipiter nombre de pays occupés dans une inflation accentuée (Hongrie) ou dans une crise alimentaire pénible (Pologne, Autriche, Yougoslavie). Ces deux formes de pillage utilisées par la bureaucratie stalinienne ont, contrairement à la première, tendance à se « stabiliser » et « stabilisent » de cette façon également l'aver'sion et l'hostilité croissantes des masses face à l'U.R.S.S.

c) Participation à des sociétés anonymes exploitant certaines sources de matières premières. La bureaucratie a créé des « sociétés mixtes » pour l'exploitation de certaines sources de matières premières, gardant elle-même 50 % des actions, tandis que les capitalistes « indigènes » en possèdent les autres 50 %. Cela a été fait dans les terrains pétrolifères roumains, dans le cas des terrains pétrolifères du nord de l'Iran, dans le cas de certaines mines de bauxite en Yougoslavie, dans le cas d'un certain nombre d'industries et de sociétés commerciales hongroises, etc. La bureaucratie a voulu introduire le même système pour l'exploitation des terrains pétrolifères d'Autriche, mais elle s'est heurtée à l'opposition tenace de la part de la bourgeoisie indigène.

En pratique, il s'agit bien ici d'une autre forme de pillage, puisque la « participation » effective de la bureaucratie à ces sociétés se borne à l'imposition du personnel dirigeant et à l'envoi de quelques pièces de matériel pour remplacer des pièces détruites. Cela revient à dire qu'en fait la bureaucratie enlève la moitié des actions à la bourgeoisie sans donner de contre-partie.

Il serait pourtant tout à fait erroné d'assimiler ce pillage à l'exportation des capitaux qui caractérise l'impérialisme. L'exportation des capitaux est la réaction du capital sur la chute du taux moyen de profit et la recherche de champs d'investissement non soumis à un monopole. Dans le cas de la bureaucratie soviétique, il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre. La bureaucratie ne cherche pas une main-d'œuvre à « surexploiter » (au contraire ; il est plus que probable que les travailleurs roumains, hongrois, etc., employés par les « sociétés mixtes » auront un standard de vie plus élevé que celui de l'ouvrier russe). Elle n'a certainement également pas atteint un « p'afond » d'investissement rentable en U.R.S.S. ; au contraire, elle ne souffre pas d'une pléthore, mais d'une pénurie de capital en Russie même. Sa participation aux sociétés mixtes est déterminée par les mêmes raisons stratégique-économiques qui déterminent toute sa politique dans le

glacis : compenser la diminution très sérieuse de la production pétrolière russe par suite de la guerre, empêcher la mainmise de l'impérialisme sur des sources de matières premières vitales. Notons, enfin, que, dans une certaine mesure, cette participation reflète également l'impuissance de la part du capitalisme indigène à faire démarrer ces industries demandant des investissements considérables ; la participation bureaucratique doit empêcher les bourgeois de faire appel au capital étranger pour remettre en marche la production dans ces secteurs.

Tout en condamnant de la façon la plus sévère cette politique de pillage de la part de la bureaucratie, tout en indiquant que la constitution de ces « sociétés mixtes » en montrant aux bureaucrates supérieurs tous les « avantages » du régime capitaliste du point de vue des privilèges sociaux, peut devenir un point de départ pour une collision entre ceux-ci et l'impérialisme étranger et détermine un danger très grave pour introduire la gangrène dans l'économie planifiée soviétique, la IV^e Internationale ne peut pourtant pas suivre ceux qui, sur la base de rapprochements formels et superficiels, « identifient » la politique de pillage de la bureaucratie avec celle de la bourgeoisie impérialiste. Le terme impérialisme a un sens tout à fait déterminé dans la sociologie marxiste ; elle refuse de suivre les historiens éclectiques qui essaient d'appliquer ce terme à la politique d'expansion des maîtres d'esclaves romains, tout comme elle refuse d'appeler capitaliste le développement du commerce, de l'artisanat et de l'économie monétaire dans la société antique.

L'impérialisme est la politique d'expansion du capital financier, caractérisée par l'exportation des capitaux, la surexploitation des masses ouvrières et paysannes coloniales, le maintien au pouvoir des classes et des institutions semi-féodales (propriétaires fonciers, noblesses et royautés, Eglises, etc.), l'écrasement de la petite propriété paysanne là où elle existe. Elle résulte globalement dans une destruction et une gangrène formidable des forces productives. L'expansionnisme bureaucratique, tout en étant basé sur un pillage plus condamnable dans la mesure où il se couvre du prestige de la Révolution socialiste d'Octobre, écrase les restants semi-féodaux, affaiblit la bourgeoisie, s'appuie essentiellement sur la petite bourgeoisie et l'intelligentsia et est même forcé de s'appuyer sur les masses ouvrières. Débutant par une destruction des forces productives, il résulte, pour autant, que la situation transitoire dans le glacis puisse se prolonger tant soit peu, dans un sérieux développement de ceux-ci et met à l'ordre du jour l'assimilation de leur structure sociale et économique à celle de l'U. R. S. S.

Les mêmes stades que nous avons séparés dans la politique de pillage de la bureaucratie, nous pouvons également les distinguer dans sa politique d'épuration. Au début, la question de la « sécurité militaire » de la bureaucratie